

L'Europe de l'énergie : ses origines, ses réussites et ses défis

Domenico Rossetti di Valdalbero*

Depuis près de 75 ans, l'énergie est au cœur de l'Europe et de l'intégration communautaire.

Dans sa prophétique déclaration du 9 mai 1950 au salon de l'Horloge du Quai d'Orsay, Robert Schuman proposait un objectif, une institutionnalisation et une finalité clairs : «Le gouvernement français propose de placer l'ensemble de la production franco-allemande de charbon et d'acier sous une Haute Autorité commune [...]. L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble : elle se fera par des réalisations concrètes créant d'abord des solidarités de fait [...]. La mise en commun des productions de charbon et d'acier assurera immédiatement l'établissement de bases communes de développement économique, première étape de la Fédération européenne».

Quelques années plus tard, le 25 mars 1957 au Capitole de Rome, les six pays fondateurs (Allemagne, France, Italie et Benelux) signaient les traités instituant la CEE, la Communauté économique européenne, et la CEEA, la Communauté européenne de l'énergie atomique, plus communément appelée Euratom. Si le traité CEE ne parlait pratiquement pas d'énergie, le traité Euratom marquait un engouement unanime des États pour les sciences et les technologies nucléaires naissantes.

Suite à la crise énergétique de 1973 (guerre du Kippour et limitation de la production par les pays exportateurs de pétrole), les économies d'énergie, l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables et le nucléaire allaient connaître

un moment de gloire dans les 9 États membres de la Communauté européenne de l'époque, les Six plus le Danemark, l'Irlande et le Royaume-Uni. C'est aussi de cette époque que datent les premiers programmes de recherche en matière d'énergie non nucléaire.

Dans les années 1980 et 1990, l'énergie en Europe allait être abordée essentiellement à travers le prisme du marché unique. L'objectif 1992 de Jacques Delors était sur toutes les lèvres à Bruxelles et la libéralisation des marchés nationaux de l'énergie était annoncée. L'accident de Tchernobyl du 26 avril 1986 allait mettre au frigo de nombreux projets de centrales nucléaires (par exemple en Italie) et dynamiser les jeunes mouvements écologistes dont Die Grünen en Allemagne.

Très vite, s'ajouteront les considérations environnementales avec, au premier chef, la pollution de l'air et la limitation des gaz à effet de serre consacrée dans le protocole de Kyoto de décembre 1997. La question était, d'un côté, de limiter les polluants nocifs pour la santé humaine et, de l'autre, les gaz à effet de serre dans l'atmosphère, reconnus scientifiquement pour leurs impacts sur les changements climatiques. Le charbon, tout puissant dans la production d'électricité jusque dans les années 1990, connaissait le début de son calvaire européen. Les technologies de captation et de stockage du dioxyde de carbone (CO₂) ne se développaient pas assez vite et le charbon devenait le combustible honni de l'Union.

Avec la chute du mur de Berlin en 1989, la Russie devenait un fournisseur fiable et bon marché de gaz naturel. Le méthane constituait

* Commission européenne.
L'auteur s'exprime ici à titre personnel.

L'Europe de l'énergie : ses origines, ses réussites et ses défis

le combustible de transition par excellence et le back-up idéal aux énergies renouvelables intermittentes dans une *Energiewende* qui s'euro-péanisait. Les Nord Stream, South Stream et Nabucco étaient de toutes les conversations énergétiques à l'orée du siècle. Les «nouvelles renouvelables», après l'hydroélectricité, commençaient à prendre leur essor. Grâce à un fort soutien des autorités publiques sous la forme de *feed-in tariffs* et de certificats verts, les champs éoliens sur terre et *offshore* et le solaire, surtout photovoltaïque, entraient dans le corpus législatif européen avec l'adoption de la directive 2001/77.

Alors que dans la Chine industrielle naissante au début de ce millénaire, une centrale au charbon était inaugurée chaque semaine, le mot «décarbonation» accédait au dictionnaire du jargon européen. À Bruxelles, le couple improbable formé de la commissaire conservatrice catholique Loyola de Palacio et du directeur général français socialiste François Lamoureux lançait un excellent livre vert sur la sécurité d'approvisionnement énergétique européen en 2000.

Les objectifs 20-20-20 de 2020 étaient consacrés dans les textes législatifs européens, visant à améliorer l'efficacité énergétique de 20 % par rapport au cas de référence, à atteindre 20 % d'énergies renouvelables dans le mix énergétique et à réduire de 20 % les gaz à effet de serre par rapport à 1990.

Après deux décennies de libéralisation, un retour au volontarisme public naissait sous les auspices d'une vision idéaliste et verte de l'Europe, cheffe de file mondiale de la durabilité et de la lutte contre les changements climatiques (en témoigne le leadership européen aux différentes Conférences des Parties de l'UNFCCC avec notamment l'Accord de Paris en 2015).

Avec le *European Green Deal* comme première priorité de la Commission von der Leyen en 2019, les objectifs ambitieux de décarbonation pour 2030 (55 % de réduction de gaz à effet de serre), 2040 (90 % de réduction) et de neutralité carbone en 2050 se traduisent en chiffres et législations. À titre d'exemple, les critères de performance

énergétique des bâtiments ou l'interdiction des ventes de voitures à combustibles fossiles en 2035 deviennent des réalités tangibles pour les 450 millions de citoyens de l'Union.

Suite à la guerre lancée par la Russie en Ukraine le 24 février 2022 et aux sanctions européennes, l'UE devait limiter sa dépendance au gaz russe. En quelques mois, grâce au plan REPowerEU et à la plateforme énergétique de l'UE, les importations de gaz russe ont chuté de façon substantielle (de 42 % en 2021 à 14 % en 2023) et les achats mutualisés ont atteint 42 milliards de mètres cubes de gaz en 2023.

Avec le *Green Deal*, un paradigme industriel nouveau voit le jour, fondé sur le tripode vert, digital et compétitif dont le *Net Zero Industry Act* marque la consécration. Le résultat des élections européennes des 6-9 juin 2024 fera sans doute balancer l'aiguille vers plus de souveraineté industrielle, vers moins de dépendance des pays tiers, et l'accent sera sans doute placé sur des technologies qui assurent une plus grande autonomie stratégique des États et de l'Union.

Le nouveau pacte européen pourrait devenir le «*European Competitive Deal*» en allant «au-delà du marché intérieur» comme l'a indiqué Enrico Letta dans son rapport aux chefs d'État et de gouvernement au printemps 2024. Le risque de décrochage économique de l'Europe par rapport à ses concurrents chinois et américain sera probablement au cœur des discussions dans le trilogue institutionnel entre la Commission, le Conseil et le Parlement européens au cours des prochaines semaines.

Même si cela sera encore plus difficile avec une extrême droite renforcée dans le nouveau Parlement européen (2024-2029), il faut oser parler et agir — dans le domaine de l'énergie, de la sécurité d'approvisionnement et de la recherche énergétique — de supranationalité, de financements européens et de transfert de souveraineté du national à l'échelon européen.

Alors que l'électricité est vouée à doubler dans la consommation énergétique d'ici 2050

(processus industriels, pompes à chaleur, véhicules électriques, intelligence artificielle), il est temps de faire un saut dans l'intégration européenne et de rendre à l'énergie la place primordiale qu'elle avait dans la CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier) et Euratom. Qu'il s'agisse de la sobriété énergétique, des réseaux électriques intelligents, du stockage, des renouvelables, de l'hydrogène ou du nucléaire, des solutions européennes doivent voir le jour.

Pour ne prendre que l'exemple du nucléaire, quel niveau de pouvoir est le plus adéquat afin de diversifier l'approvisionnement — de la Russie — en combustible nucléaire des réacteurs VVER présents dans plusieurs pays de l'Est de l'Union européenne (Bulgarie, République tchèque, Finlande, Hongrie et Slovaquie) et en Ukraine? Afin d'assurer un déploiement sûr des petits réacteurs modulaires, les SMR en anglais, ne serait-il pas plus efficace d'européaniser les procédures d'autorisations à l'échelle de l'Union?

En conclusion et pour revenir à la déclaration Schuman, comment des États avec des situations géologiques, géographiques et topographiques aussi différentes, dont les intérêts politiques et économiques sont tournés pour certains vers les États-Unis et d'autres vers la Chine, peuvent-ils bâtir un marché unique de l'énergie sans transfert de pouvoir vers ce que Schuman appelait la «Fédération européenne»?

BIOGRAPHIE

DOMENICO ROSSETTI DI VALDALBERO est chef d'unité adjoint «Recherche Euratom» à la Commission européenne, direction générale Recherche et Innovation (direction Planète propre) après avoir été en charge du «Charbon et de l'Acier» (direction Technologies industrielles). Auparavant, il a été responsable de la Prospective, des «Sociétés inclusives, innovantes et réflexives» et de la Stratégie énergétique y compris les modèles Économie-Énergie-Environnement. Docteur en sciences économiques, il a écrit 150 articles et 4 livres dont *The Power of Science* et *La réussite de l'Europe – union, énergie et technologie*.